



Paraissant
Le Lundi et le Jeudi JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

DIRECTEUR GENERAL
Hitler RODNEZ

150ème Année No 14

PORT-AU-PRINCE

Jeudi 16 février 1995

SOMMAIRE

- *Loi établissant pour la période du 1er octobre 1994 au 30 septembre 1995 les Voies et Moyens du Budget de l'Etat*
- *Avis approuvant l'acte constitutif et les statuts de la société anonyme dénommée: Marcus Trading, Agent de Manufacture, S.A." et autorisant son fonctionnement.*

LIBERTE

EGALITE

FRATERNITE

REPUBLIQUE D'HAITI LOI DE FINANCES

**JEAN BERTRAND ARISTIDE
PRESIDENT**

Vu les Articles 136, 222, 223, 227, 227.1, 227.2, 227.4
de la Constitution du 29 Mars 1987;

Vu la Loi du 19 Août 1963 relative à la Dette Publique
Interne et Externe de l'Etat;

Vu la Loi du 16 Août 1979 annulant toutes les
affectations de Recettes ainsi que les Comptes Spéciaux qui s'y
rattachent;

Vu la Loi du 6 Septembre 1982 définissant
l'Administration Publique Nationale;

Vu le Décret du 4 Novembre 1983 créant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;

Vu la Loi du 11 Septembre 1985 sur le Budget et la Comptabilité Publique;

Vu le Décret du 5 Mars 1987 relatif à l'organisation de la Direction Générale du Budget;

Vu le Décret du 13 Mars 1987 portant réorganisation du Ministère de l'Economie et des Finances;

Considérant qu'il est du devoir de l'Etat d'arrêter des mesures budgétaires en rapport avec le programme économique et financier établi par les Pouvoirs Publics;

Considérant qu'il convient d'établir pour la période s'étendant du 1er Octobre 1994 au 30 Septembre 1995 les Voies et Moyens du Budget de l'Etat en vue d'assurer le fonctionnement des différents Services de l'Administration d'Etat;

Sur le rapport du Ministre de l'Economie et des Finances et après délibération en Conseil des Ministres,

Le Pouvoir Exécutif a proposé
Et le Parlement a voté la Loi suivante:

ARTICLE 1 Les impôts et les taxes existant au 30 Septembre 1994 au profit de l'Etat et des Collectivités Territoriales seront recouvrés durant l'Exercice Fiscal 1994-1995 d'après les Lois, Décrets, Décrets-Lois et Tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

ARTICLE 2 Les Ressources du Budget de l'Etat pour l'Exercice 1994-1995 sont estimées globalement à **TROIS MILLIARDS QUATRE CENT CINQUANTE-QUATRE MILLIONS CINQ CENT MILLE GOURDES & 00/100** (Gdes 3.454.500.000,00). Elles sont ainsi réparties:

RESSOURCES TOTALES	<u>3.454.500.000,00</u>
---------------------------	--------------------------------

RECETTES COURANTES	<u>1.784.500.000,00</u>
---------------------------	--------------------------------

- Recettes Internes	1.495.000.000,00
- Recettes Douanières	289.500.000,00

AUTRES RESSOURCES PUBLIQUES	<u>1.670.000.000,00</u>
------------------------------------	--------------------------------

- Rétrocession Dette	110.000.000,00
- Dons	750.000.000,00
- Ressources d'Emprunt	810.000.000,00

ARTICLE 3

Les Dépenses du Budget de l'Etat pour l'Exercice 1994-1995 sont estimées globalement à **TROIS MILLIARDS QUATRE CENT CINQUANTE-QUATRE MILLIONS CINQ CENT MILLE GOURDES & 00/100** (Gdes 3.454.500.000,00) et comprennent les Dépenses de l'Administration Centrale et les Autres Dépenses de l'Administration d'Etat.

DEPENSES TOTALES**3.454.500.000,00**

Administration Centrale	2.148.104.944,00
Autres Dép Adm. d'Etat	1.306.395.056,00

ARTICLE 4.

Les Crédits ouverts au Budget de l'Etat pour l'Exercice 1994-1995 s'élèvent à **TROIS MILLIARDS QUATRE CENT CINQUANTE-QUATRE MILLIONS CINQ CENT MILLE GOURDES & 00/100** (Gdes 3.454.500.000,00) ainsi répartis:

ADMINISTRATION CENTRALE**2,148,104,944.00**

0. Secteur Economique	570.352.924,00
1. Secteur Politique	649.200.020,00
2. Secteur Socio-Culturel	928.552.000,00

AUTRES DEPENSES DE L'ADMINISTRATION D'ETAT**1.306.395.056.00**

31. Intervention Publique	400.607.494,00
32. Dette Publique	586.000.000,00
33. Investissement Public	319.787.562,00

ARTICLE 5

Les Crédits Budgétaires alloués à l'Administration Centrale sont répartis en Chapitres et Sections groupant les objets et les articles de dépenses. Ces crédits sont limitatifs.

ARTICLE 6

Les Dotations Budgétaires d'Intervention Publique et de Dette Publique sont évaluatives ou provisionnelles.

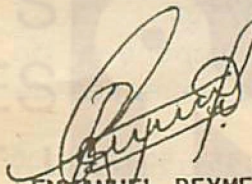
ARTICLE 7

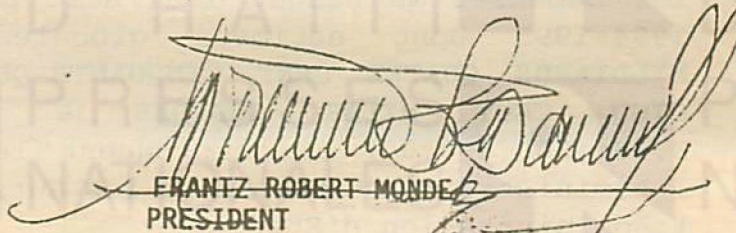
Les crédits Budgétaires alloués à l'Investissement Public sont disponibles par Secteur d'Investissement et représentent le niveau maximal de dépenses à engager pour la réalisation des investissements inscrits au Budget de l'Etat pour l'Exercice 1994-1995.

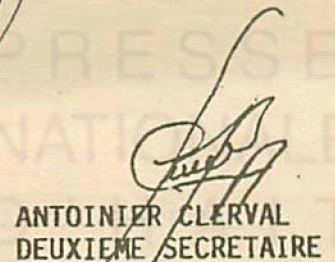
ARTICLE 8

La présente Loi abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets ou dispositions de Décrets, tous Décrets-Lois ou dispositions de Décrets-Lois qui lui sont contraires et sera publiée et exécutée à la diligence du Ministre de l'Economie et des Finances.

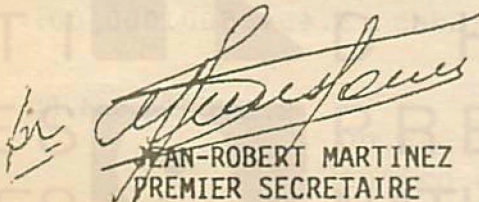
Donné à la Chambre des Députés, à Port-au-Prince, le 31 janvier 1995, An 192ème de l'Indépendance.

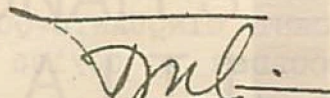

EMMANUEL REYME
PREMIER SECRETAIRE

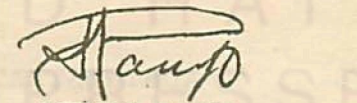

FRANTZ ROBERT MONDEZ
PRESIDENT


ANTOINIER CLERVAL
DEUXIEME SECRETAIRE

Donné au Sénat de la République, à Port au Prince, le 5 février 1995, An 192ème de l'Indépendance.


JEAN-ROBERT MARTINEZ
PREMIER SECRETAIRE


FIRMIN JEAN-LOUIS
PRESIDENT


HERARD PAUYO
DEUXIEME SECRETAIRE

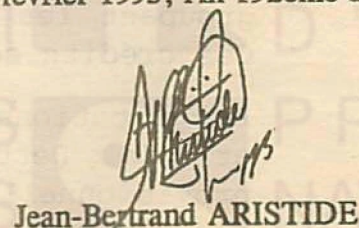
AU NOM DE LA REPUBLIQUE

Par les Présentes,

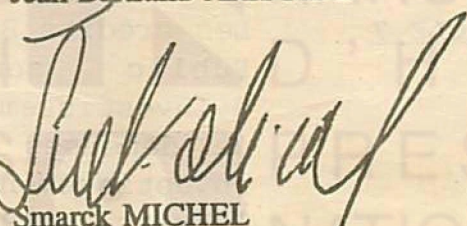
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ORDONNE QUE LA LOI CI-DESSUS DU CORPS LEGISLATIF SOIT REVÊTUE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE, IMPRIMEE ET PUBLIEE AU MONITEUR, JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAITI ET EXECUTEE.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 14 février 1995, An 192ème de l'Indépendance.

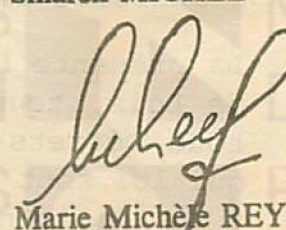
Par le Président:


Jean-Bertrand ARISTIDE

Le Premier Ministre:


Smarck MICHEL

Le Ministre de l'Economie
et des Finances:

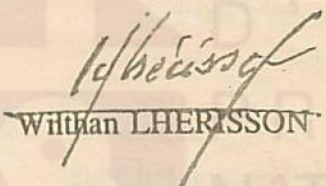

Marie Michèle REY

Le Ministre de l'Intérieur:



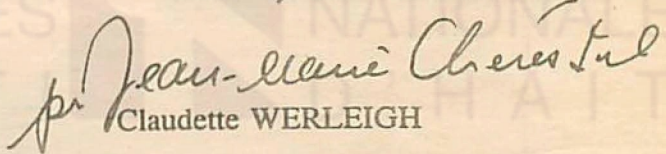
René PROSPER

Le Ministre de la Défense Nationale:



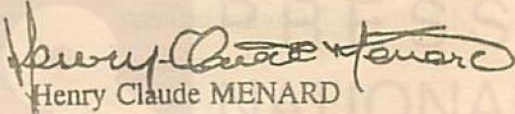
Wilfran LHERISSON

Le Ministre des Affaires Etrangères:



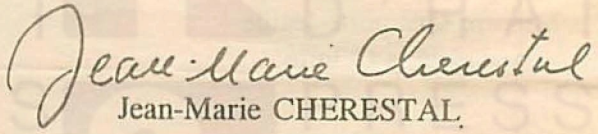
Claudette WERLEIGH

Le Ministre de l'Information
et de la Coordination:



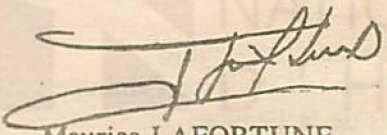
Henry Claude MENARD

Le Ministre du Plan
et de la Coopération Externe:



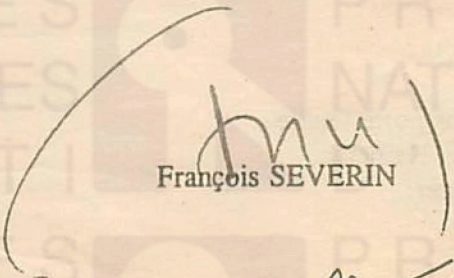
Jean-Marie CHERESTAL

Le Ministre du Commerce:




Maurice LAFORTUNE

Le Ministre de l'Agriculture,
des Ressources Naturelles
et du Développement Rural:



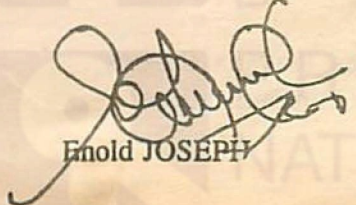
François SEVERIN

Le Ministre de la Santé Publique
et de la Population:



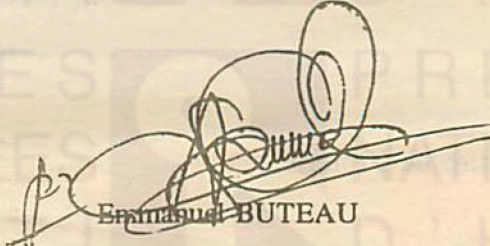
Jean Joseph MOLIERE

Le Ministre des Affaires Sociales:



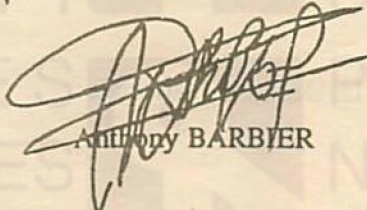
Enold JOSEPH

Le Ministre de l'Education Nationale
de la Jeunesse et des Sports:



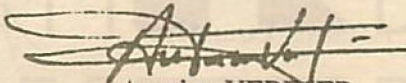
Emmanuel BUTEAU

Le Ministre de la Fonction Publique:



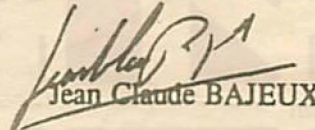
Anthony BARBIER

Le Ministre de l'Environnement:



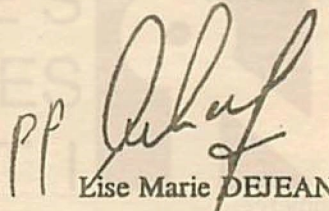
Antoine VERDIER

Le Ministre sans porte-feuille
Responsable de la Culture:



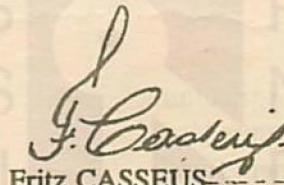
Jean Claude BAJEUX

Le Ministre sans porte-feuille
Responsable de la Condition Féminine
et des Droits de la Femme:



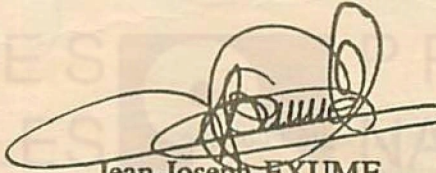
Lise Marie DEJEAN

Le Ministre sans porte-feuille
Responsable des Haïtiens
vivant à l'étranger:



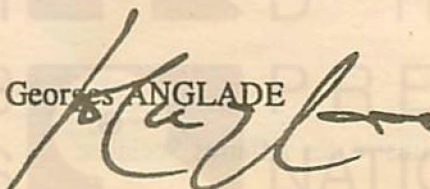
Fritz CASSEUS

Le Ministre de la Justice:



Jean-Joseph EXUME

Le Ministre des Travaux Publics,
Transports et Communications:



Georges ANGLADE